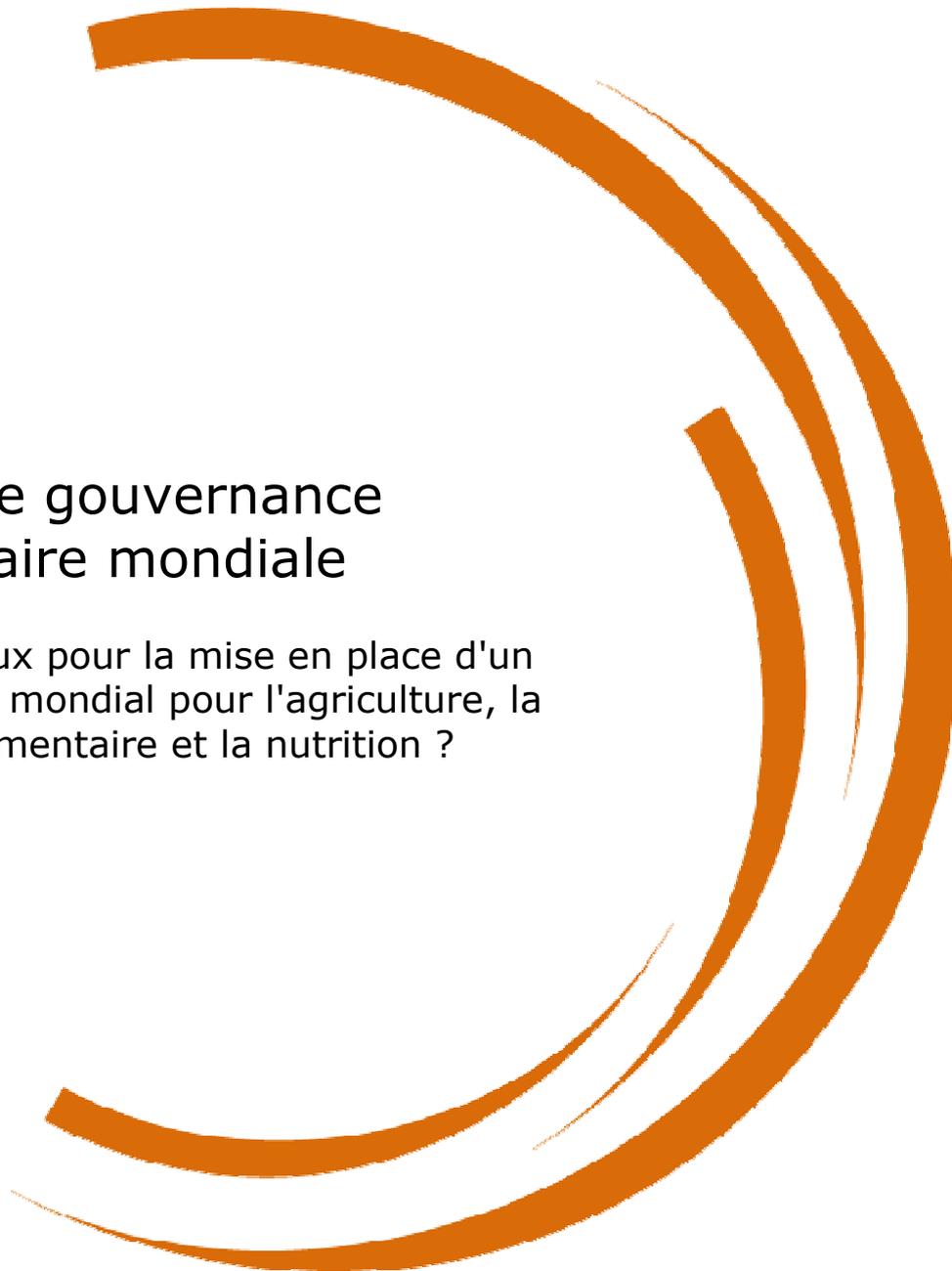


Vers une gouvernance alimentaire mondiale

Quels enjeux pour la mise en place d'un
Partenariat mondial pour l'agriculture, la
sécurité alimentaire et la nutrition ?

Septembre 2009



Vers une gouvernance alimentaire mondiale

Quels enjeux pour la mise en place d'un Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition ?

Document coordonné par Ambroise Mazal, CCFD-Terre solidaire

« Nous ne pouvons pas nous permettre de rater cette opportunité de reconstruire la gouvernance mondiale de l'alimentation. Si rien n'est fait de décisif, le nombre d'affamés continuera à croître. Nous pouvons changer cela en faisant les bons choix. Si nous échouons, nous partagerons alors la responsabilité de la continuation de cette situation inacceptable »¹.

Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation.

Du 16 au 18 novembre 2009 se tiendra, à Rome, le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Les participants, dont un grand nombre de Chefs d'Etat, auront pour tâche de définir une meilleure gouvernance en matière d'agriculture et d'alimentation, afin de pallier aux graves échecs actuels. Les discussions lancées autour d'un « partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire » peuvent être une opportunité pour créer, de manière inédite, un lieu de mise en cohérence des acteurs et des politiques au niveau international. La réforme du Comité sécurité alimentaire (CSA) de la FAO pourrait à cet effet préfigurer l'espace politique de ce Partenariat. Dans ce processus de discussions ouvert à l'ensemble des acteurs sous l'égide des Nations-unies, il est indispensable que les organisations de la société civile s'emparent de ce débat, y compris auprès de leur gouvernement.

¹, in : Contribution of Mr. Olivier De Schutter,, Special Rapporteur on the right to food; Contact group to support the Committee on World food security (CFS), 15 mai 2009

En 2008, l'intensité de la crise alimentaire a remis en lumière le problème de la faim dans le monde. De fait, avec 1 milliard 20 millions de personnes affectées, c'est aujourd'hui une personne sur six qui souffre de la faim. La lutte contre ce fléau exige, au-delà des déclarations d'intentions, une mobilisation plus forte, plus ouverte, mieux coordonnée et plus cohérente de la communauté internationale.

Un tel cadre d'orientation, réunissant l'ensemble des acteurs, n'existe pas aujourd'hui. L'action de l'Equipe spéciale des Nations-unies (HLTF), créée en avril 2008, se situe à une échelle nationale en faveur d'une meilleure synergie des acteurs sur le terrain. Il n'existe pas par contre d'espace politique au niveau international, réunissant l'ensemble des acteurs, permettant une meilleure mise en cohérence des politiques commerciales, agricoles, énergétiques, financières, et environnementales qui influent sur la sécurité alimentaire mondiale. Entre les orientations prônées par la FAO et les règles commerciales définies dans le cadre de l'OMC, une multitude de politiques et initiatives, souvent contradictoires, coexistent sans concertation entre les différents acteurs. Un état de fait d'autant plus insupportable qu'il faudra nourrir 9 milliards d'humains en 2050.

Le prochain Sommet mondial sur la sécurité alimentaire doit permettre de poser les bases d'une meilleure gouvernance. Celle-ci doit se fonder sur les synergies entre l'ensemble des acteurs afin d'assurer une meilleure cohérence des différentes politiques concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette nouvelle gouvernance devra permettre la réalisation d'un Cadre Stratégique Global, dont la mise en œuvre devra être mesurée par un mécanisme de suivi des engagements.

RETOUR SUR LE PROJET DE PARTENARIAT MONDIAL

Selon le Conseil de la FAO, « *la réforme du Comité sécurité alimentaire [en octobre prochain] est cruciale pour la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale, en vue de construire des synergies pour l'émergence d'un Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition (GPAFSN)* »².

De fait, les négociations au sein de la communauté internationale autour de ce « partenariat mondial » se sont largement intensifiées. L'élargissement de ce débat a été l'objet de la Réunion de haut-niveau de Madrid en janvier 2009, mais l'absence de document de travail, de discussion spécifique sur le fonctionnement d'un tel partenariat et ses objectifs n'a pas permis de lever la confusion. Dans ce « partenariat » aux contours non-définis, chacun a pu projeter ses propres craintes ou espérances.

Inquiets face à une initiative connotée G8, des pays du Sud ont plaidé pour le respect de la gouvernance des seules institutions internationales jusqu'alors compétentes, s'éloignant de la perspective d'élargir la gouvernance à d'autres acteurs. Quelques organisations de la société civile ont quant à elles exprimé leur défiance envers ce qui leur paraît comme une offensive au service des firmes agro-industrielles. Une inquiétude sans doute nourrie par certains discours appelant à une alliance internationale réduite à la distribution d'engrais et de semences. Enfin, des voix se sont exprimées pour plaider en faveur d'un partenariat exclusivement centré sur les actions multi-acteurs sur le terrain.

Pourtant, le projet de partenariat mondial est un processus qui s'est affirmé durant ces derniers mois au cours du débat lancé sous l'égide du secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki Moon en janvier dernier. Fruit des négociations, ce partenariat dépendra aussi de la façon dont les organisations de la société civile (ONG et producteurs) auront su convaincre leurs gouvernements et peser dans les discussions. Pour faciliter le débat, nous proposons de rappeler le projet initial de partenariat mondial, avant de préciser les conditions qui nous semblent indispensables pour un soutien de la société civile.

² In : FAO, « Draft Three, Reform of the Committee on world food security (CFS) », 21 août 2009

TROIS « PILIERS » POUR METTRE EN COHERENCE LES POLITIQUES

Le partenariat mondial doit se concevoir comme un réseau entre organisations internationales, scientifiques, donateurs, Etats, organisations de producteurs, sociétés civiles, secteurs privés. Il doit être placé sous l'égide des Nations-unies, garantes du droit à l'alimentation et des autres droits humains, et porteuses des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En s'appuyant ainsi sur **toutes les institutions existantes et acteurs concernés**, ce partenariat doit avoir trois dimensions :

1. **politique** : ce premier pilier, que la réforme et l'élargissement en octobre prochain du Comité sur la sécurité alimentaire (jusqu'ici propre à la FAO) doivent préfigurer, doit avoir pour but d'assurer une plus grande cohérence des politiques internationales influant la sécurité alimentaire mondiale. L'ensemble des questions de fond doit pouvoir être débattu, qu'il s'agisse des questions commerciales, agricoles, énergétiques, financières, environnementales et d'aide au développement. Il existe aujourd'hui plusieurs lieux de discussion, mais aucun ne permet de mettre l'ensemble des acteurs concernés autour de la table. Cet espace politique doit intégrer des représentants de l'ensemble des acteurs : Etats, organisations des Nations unies, institutions de Bretton Woods, OMC, société civile, organisations de producteurs, ONG, secteur privé, etc. L'animation et le secrétariat de ce pilier politique doivent être placés sous l'égide du Secrétaire général des Nations-Unies.
2. **scientifique** : la création en octobre prochain d'un Panel d'experts de haut-niveau (HLPE) constituera ce pilier qui doit permettre de mieux mobiliser et partager l'ensemble de l'expertise scientifique et professionnelle existante au niveau global comme au niveau local. Elle doit éclairer les choix de long terme, préciser l'état des connaissances sur les sujets controversés, répondre aux défis nouveaux posés par la démographie, le changement climatique, l'ouverture commerciale, la montée des inégalités, la sécurité alimentaire, les déséquilibres nutritionnels, les agro-énergies... Il existe aujourd'hui de nombreux groupes d'experts dont les analyses sont parfois complémentaires, parfois concurrentes et représentatives d'intérêts particuliers. Ils ne permettent pas une analyse partagée des grands enjeux. Le HLPE devra pouvoir fournir des analyses et conclusions scientifiques sur lesquelles s'appuiera le pilier politique.
3. **financière** : cette dimension financière – dont l'architecture est aujourd'hui en attente de la construction des deux précédents – doit permettre de catalyser le financement international vers des projets en phase avec les recommandations du Cadre stratégique global produit par le partenariat. Ce financement devra également venir en appui aux priorités définies au niveau national. Par ailleurs, une remobilisation des financements internationaux pour l'agriculture et la sécurité alimentaire est nécessaire, dans le respect des engagements sur l'efficacité de l'aide et d'appropriation par les bénéficiaires. Un mécanisme de suivi des engagements est indispensable, par exemple pour veiller au respect des promesses financières du dernier G8.

CONDITIONS NECESSAIRES POUR ASSURER LA PLUS-VALUE D'UN PARTENARIAT MONDIAL

Soumis au processus de consultation lancé par Ban Ki Moon, le projet de partenariat mondial n'est pas figé, et doit évoluer au cours de l'année 2009. En tant qu'organisations de solidarité internationale françaises, nous considérons qu'un tel partenariat mondial doit respecter les pré-requis suivants :

- Le partenariat mondial, à travers le CSA réformé, doit permettre de proposer des lignes directrices aux Etats et organisations internationales pour passer à l'action. Ces objectifs concrets et atteignables doivent être définis sur la base des travaux du HLPE. Afin d'être efficaces dans la lutte contre la faim et la pauvreté, ces recommandations doivent couvrir l'ensemble des politiques impactant la sécurité alimentaire (agriculture, commerce, énergie, etc).

- La participation de la société civile (et, en particulier des OP et des ONG) doit être effective et réelle, dans tous les espaces (politique et d'expertise), toutes les étapes de réflexion et toutes les prises de décision. La voix de ceux souffrant de l'insécurité alimentaire, ou œuvrant à la lutte contre la faim et la pauvreté doit enfin être entendue et prise en compte dans les recommandations.
- Le Comité pour la sécurité alimentaire réformé et élargi, qui préfigure le pilier politique de ce partenariat, doit nécessairement se détacher de la FAO et se placer sous l'égide du Secrétariat général des Nations-Unies, garantes de l'application des droits de l'Homme et des OMD. L'implication de l'Equipe spéciale (UN-HLTF) dans l'animation et le secrétariat de ce processus est indispensable.
- La référence aux droits de l'homme, et en premier lieu au droit à l'alimentation, doit être la toile de fond explicite sur lequel se fonde le partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation.

Les agricultures familiales et vivrières souffrent depuis trop longtemps de politiques dans lesquelles elles ne sont pas prises en compte, en contradiction avec les efforts d'une partie de la communauté internationale pour lutter contre la faim. L'insécurité alimentaire est une conséquence de cette incohérence.

La mise en place de ce partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, sous réserves des conditions énoncées ci-dessus, représente une opportunité historique de réorienter les politiques internationales.

Il est indispensable que les organisations de la société civile s'adressent à leurs gouvernements afin qu'ils agissent pour une réforme ambitieuse du Comité pour la sécurité alimentaire, et pour un Sommet alimentaire mondial qui fonde une nouvelle gouvernance en matière de lutte contre la faim.

Contact :

Léa Das Neves Bicho, Secretariat Commission Agriculture & Alimentation, Coordination SUD,
Tel. 01 44 72 80 12, dasnevesbicho@coordinationsud.org

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement
La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14 passage Dubail · 75010 Paris
Tél. 01 44 72 93 72 · Fax. 01 44 72 93 73
www.coordinationsud.org